

# Boycotter Israël est-il antisémite ?

L'organisation pro-palestinienne BDS mène une série d'actions dans les universités pour protester contre la politique israélienne. L'Union des étudiants juifs de Belgique regrette qu'une telle organisation ait libre cours sur les campus.

Le conflit israélo-palestinien s'invite à nouveau sur les campus belges. Cette semaine, à l'ULB, à l'UCI, à Saint-Louis, à la VUB à la KU Leuven ou à l'UGent, différents événements sont programmés par le mouvement pro-palestinien « Boycott, Désinvestissement, Sanction » (BDS), dans le cadre de sa nouvelle campagne internationale de dénonciation de la politique israélienne dans les territoires occupés (« Israeli apartheid week »). Une initiative que ne goûte guère l'Union des étudiants juifs de Belgique...

BDS est né en 2005, quand des militants pro-palestiniens ont lancé, à travers le monde, un appel au « boycott, au désinvestissement et aux sanctions contre Israël », mais également au boycott de compagnies étrangères opérant dans les colonies israéliennes ou dans

les territoires occupés – sur le modèle de la mise au ban de l'Afrique du Sud raciste des années 1980.

## Moins de 1% du total des échanges

Concrètement, BDS pousse par exemple les consommateurs à ne pas acheter de produits manufacturés en Israël ou dans les colonies. Dans ce contexte, le 11 novembre dernier, l'organisation avait remporté une victoire symbolique en obtenant de l'Union européenne un étiquetage des produits israéliens issus des colonies. Les produits

total des échanges commerciaux entre l'Union et Israël, soit 154 millions d'euros en 2014, selon des chiffres de la Commission – l'ambassadeur israélien avait pour sa part évoqué 2 à 3%.

Il n'empêche, l'affaire est prise très au

sérieux par le gouvernement de Benjamin Netanyahu.

En France, le mouvement fait l'objet depuis 2010 de poursuites systématiques. En novembre dernier, la Cour de cassation, la plus haute juridiction fran-

çaise, a confirmé une condamnation par la cour d'appel de Colmar de 14 militants de BDS à 28.000 euros de dommages et intérêts ainsi qu'à une amende de 1.000 euros avec sursis pour chacun d'eux, pour provocation à la discrimina-

tion.

L'appel à boycotter des produits israéliens est donc illégal en France : seuls les boycotts décidés par l'Etat, à savoir les embargos, sont autorisés. ■

W. B.

## oui Union des étudiants juifs : « Israël, leur unique obsession »

D'abord une évidence, écrit l'Union des étudiants juifs de Belgique (Uejb) en ouverture de la carte blanche qu'ils ont adressée au *Soir* et dont nous vous livrons ici les principaux extraits. Il est possible de soutenir activement la cause palestinienne et de s'affirmer comme un adversaire résolu de l'Etat d'Israël, sans que cela fasse de vous un antisémite. Mais, embraient-ils, « là où l'attitude de certains soutiens de la cause pro-palestinienne est plus de ran-

geante, c'est dans l'aveuglement monomaniaque dont ils font preuve dès qu'il s'agit d'Israël. »

Dans le viseur, la plateforme BDS (« Boycott, désinvestissement, sanctions »). Comme chaque année (cette année, du 29 février au 7 mars en Europe), est organisée l'« Israeli apartheid week », semaine durant laquelle sont mises en place diverses activités, conférences et campagnes qui dénoncent « le prétendu apartheid israélien », constate l'Uejb. « La plupart de ceux qui font la promotion du boycott économique, académique et culturel d'Israël ne semblent animés que par un seul et unique souci : s'en prendre à l'Etat juif parce que

précisément juif. La nation dont il y aurait lieu de se méfier par nature. Israël, leur unique obsession », tandis que d'autres situations, l'occupation du Tibet par la Chine, par exemple, ne suscitent pas de mobilisation aussi forte. Une « indignation sélective » que déplore l'Uejb. « Nous aimerions croire que certains militants de BDS sont sincères quand ils nous disent ne pas être antisé-

« Comment est-il possible d'accepter, et surtout de soutenir, des groupes dont la haine est l'activité essentielle ? » Uejb

mites, mais nous pensons que, parfois contre leur conscience, ils le sont bel et bien. »

Ces arguments posés, ils interpellent les autorités académiques belges. « Combien de temps faudra-t-il encore avant que des positions claires sur la question soient enfin adoptées ? Ce sont les fondements mêmes de la liberté de penser qui se trouvent menacés par des organismes dont le boycott est le seul objet social. » Car, soutient l'Uejb, « quand bien même ils ne seraient pas an-

tisémite, comment est-il encore possible d'accepter, et surtout de soutenir, des groupes dont la haine est l'activité essentielle ? »

Ce climat malveillant fait peser une menace sur la communauté étudiante, estiment-ils. Cela ne peut plus être toléré et nécessite la mise en application immédiate de mesures énergiques garantissant le pluralisme. « Au risque du pire ! » Et de conclure : « Non au boycott d'Israël, oui au dialogue constructif vers les solutions d'une paix durable. Partageons nos idées respectives, faisons-les circuler. Profitions de la liberté qui nous est offerte. Mais la haine n'est pas l'outil. La liberté des uns demeure conditionnée par celle des autres. A l'invective, préférons les échanges constructifs et cordiaux. Les solutions résident dans la rencontre et dans le débat. Ignorer cette opportunité, c'est condamner à une mort certaine l'espoir d'une paix et le monde tel que nous l'envisageons. » ■

C.D.P.

**S**ur lesoir.be

La carte blanche dans son intégralité sur : [www.lesoir.be/polemiques](http://www.lesoir.be/polemiques)

## non Le mouvement pour le boycott : « Toujours les mêmes accusations »

Le « Israeli apartheid week » avait donné lieu, l'an dernier, à un débat houleux entre l'Union des étudiants juifs de Belgique (Uejb) et la plateforme belge de BDS (pour « Boycott, désinvestissement, sanctions ») qui, chez nous, regroupe 52 organisations dont la FEF (Fédération des étudiants francophones), certains magasins Oxfam, EcoLo J, les Jeunes socialistes, le PTB, entre autres. Sur le campus de l'ULB, des étudiants juifs avaient été pris à partie par des militants de BDS. L'affaire avait fait grand bruit. Le recteur de l'ULB, Didier Viviers, avait fini par trancher : BDS n'avait pas franchi de ligne rouge, avait-il conclu, appelant les parties à dialoguer davantage. L'appel au dialogue, c'est l'un des leitmotivs de la carte blanche de l'Uejb. « Va pour le dialogue », répond Simon Moutquin, cosecrétaire de BDS Belgium et membre de l'Association belgo-palestinienne. « Mais, estime-t-il, il y a une grosse contradiction entre le fait d'appeler au dialogue et de continuer dans le même temps à faire des procès d'intention. Nous connaissons très bien nos valeurs : nous sommes contre le racisme et l'antisémitisme. »

BDS ferait preuve d'un « acharnement monomaniaque » envers

Israël, sans voir d'autres occupations, d'autres théâtres d'injustice, et cela s'expliquerait par un antisémitisme latent, refoulé, estime l'Uejb. « C'est inquiétant, affirme Simon Moutquin, ce sont toujours les mêmes accusations, les mêmes procès d'intention. "Antisémites", "monomaniaques", et dans le même temps ces gens appellent au dialogue. Sous prétexte de défendre cette cause noble qu'est la lutte

**« Arrêtez s'il vous plaît de taire la fascisation de la société israélienne »**

SIMON MOUTQUIN (BDS)

contre l'antisémitisme, ils sont en réalité dans une justification de la politique israélienne. Ils ne la remettent jamais en question. »

La semaine d'actions pilotée par BDS utilise un terme très fort : « Apartheid ». Pas forcément de nature à créer le dialogue avec les défenseurs d'Israël... Voire offensant pour les Sud-Africains, estimant d'aucuns. « Desmond Tutu et Nelson Mandela eux-mêmes ont qualifié de la sorte la situation en Israël. Il y a clairement des comparaisons entre la politique israélienne d'occupation en Palestine et l'Afrique du Sud de l'époque : des

routes réservées aux colons et d'autres aux Palestiniens, c'est clairement de la ségrégation raciale. » Simon Moutquin rappelle par ailleurs que l'Union des progressistes juifs de Belgique (Ujpb) a adhéré à la campagne BDS et qu'en Israël aussi, de nombreux intellectuels la soutiennent. « J'ai envie de dire à l'Uejb : allons-y pour le dialogue, mais arrêtez s'il vous plaît de taire la fascisation de la société israélienne où on appelle ouvertement au meurtre de Palestiniens, où l'on interdit dans les écoles des livres parlant d'histoires d'amour entre des Israéliens et des Palestiniens. Il y a un danger sous-jacent à la société israélienne actuelle. »

Cette dérive, explique-t-il, ne concerne d'ailleurs pas que les Palestiniens, mais aussi les Israéliens progressistes. « Nous pensons que l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement ouvertement d'extrême droite allait faire bouger les lignes, mais ce n'est pas le cas. Des bureaux d'ONG sont brûlés, des militants de gauche israéliens sont harcelés dans la rue. Et même face à ces constats, il règne un silence constant et assez effrayant par rapport aux violations du droit international chez ces gens. Il est temps de se réveiller. » ■

C.D.P.

## à Tel-Aviv La contre-attaque

TEL-AVIV  
DE NOTRE CORRESPONDANT

Lorsque le Palestinien Omar Barghouti a lancé BDS en 2005, les dirigeants israéliens n'ont pas pris l'initiative très au sérieux, imaginant que la campagne pour le boycott de leur pays resterait cantonnée à quelques groupes marginaux.

Onze ans plus tard, la situation a bien évolué puisque Jérusalem prépare une campagne internationale contre ce mouvement. Celle-ci débutera le 28 mars par un grand « Congrès contre le boycott » organisé par le quotidien populaire *Yediot Aharonot*, sous le patronage du président de l'Etat Reuven Rivlin.

Dans la foulée, le ministre des Questions stratégiques, Gilad Erdan (Likoud), va nommer une dizaine de « coordinateurs anti-BDS » en poste dans les principales ambassades de son pays et chargés de suivre les activités des boycotteurs.

Au sein du même ministère vient d'ailleurs d'être créé un département spécial « anti-BDS ». Dirigé par un ex-cadre du Shabak (la Sûreté générale israélienne) et notamment composé d'anciens du Mossad (Renseignements exté-

rieurs) et de l'Aman (Renseignements militaires), il centralisera toutes les informations sur le sujet régulièrement transmises à Jérusalem afin d'élaborer des actions susceptibles de court-circuiter « ceux qui remettent en cause le droit à l'existence de notre pays en érigeant sa mise au ban de la scène internationale ».

Ces dernières semaines, le ministre Erdan a par ailleurs organisé une rencontre censée rester secrète avec les dirigeants des communautés juives influentes afin de leur demander leur aide. Pourtant, en onze années d'existence,

BDS n'a eu qu'une influence marginale sur la vie économique de l'Etat hébreu. Sa plus grande victoire, il l'a remportée en 2014 lorsque « Sodastream », le leader mondial des boissons gazeuses à fabriquer chez soi, a annoncé le déménagement vers le sud d'Israël de son usine établie en Cisjordanie occupée.

Au chapitre culturel, BDS a aussi « convaincu » des artistes de renom tels Elvis Costello ou Vanessa Paradis à annuler leurs tournées en Israël, mais beaucoup d'autres continuent à s'y produire – parmi ceux-ci Paul McCartney, les Rol-

ling Stones et, bientôt, Elton John ainsi que Carlos Santana.

### Un écho sur les campus

En fait, si les dirigeants israéliens font désormais plus attention à BDS, c'est parce que ce mouvement trouve un certain écho sur les campus universitaires. Là où se forment les futurs responsables de nombreux pays. Vendredi dernier, la deuxième chaîne de télévision a ainsi consacré un long reportage à l'action de ce mouvement sur les campus les plus huppés des Etats-Unis où étudient les élites politiques et économiques en devenir. « A terme, il y a des chances pour que certains de ceux qui manifestent aujourd'hui contre Israël sur les campus deviennent un jour des mandataires politiques ou des PDG de multinationales importantes », estimait le journaliste. « Imaginez ce qui se passerait si, sous leur influence, des pays comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne (où BDS est également fort actif, NDLR) cessaient de nous soutenir. Ce danger-là, nous devons l'envisager dès maintenant en traitant le mal à la racine. » ■

SERGE DUMONT